

Budget 2014 - Secteur des Transports
Ghislaine Senée

Mes chers collègues, cher président,
Notre groupe est très satisfait de la proposition du budget transports et mobilités 2014 qui nous est faite aujourd'hui puisque cette année encore la région poursuit ses efforts avec un budget qui va s'approcher des 2 Md€.
S'agissant des investissements, cet effort n'aura jamais été aussi important et nous allons presque qu'atteindre le milliard d'Autorisation de programme.

Que d'ambition! Que de volonté d'apporter des réponses réelles et concrètes aux problématiques de mobilités des franciliens et ce, dans la continuité de ce qui a été opéré durant l'année 2013.

Le temps me manque pour revenir sur le bilan de cet année passé mais l'excellent Pierre SERNE nous en a fait la synthèse. Il peut en être fière, nous pouvons tous en être fière : Plus de 40 projets en phase de travaux, un protocole d'accord de financement du Nouveau Grand Paris qui va métamorphoser le réseau existant à horizon 2025, un plan bus sans précédent qui donne priorité aux déplacements en grande couronne : Des infrastructures lourdes et structurantes à la petite ligne de transport à la demande, la région réorganise, optimise, créé du maillage sur l'ensemble de son territoire.

Malheureusement, nous savons tous que les avancées en matière de développement de l'offre et d'amélioration de la qualité du service ne seront visibles que sur le moyen ou long terme. nous ne rattraperons pas effectivement d'un claquement de doigts des dizaines d'années de sous investissement et Nous mesurons aujourd'hui le chemin qui nous restent encore à parcourir.

Et la région ne peut porter seul ce combat.

Or Les enjeux sont maintenant clairement posés. Si pendant longtemps les écologistes passaient leur temps à expliquer et tenter de convaincre les autres partis de l'urgence environnementale et climatique, force est de constater qu'une prise de conscience est entrain de s'opérer.

Nous n'avons plus à nous battre contre le modèle du tout voiture, prôner le développement des modes actifs, l'incitation au report modal, l'indispensable qualité de service centré vers l'usager. Il reste bien évidemment des freins. Certains n'ont pas encore tout à fait intégré les enjeux et le changement d'ère qui est entrain de s'opérer mais je crois que nos dernières batailles telles que la fin des commandes de bus tout diesel, sont de nouvelles étapes qui marqueront cette évolution.

Vous le savez mon groupe met les transports et les mobilités au cœur de la conversion écologique du territoire.

Et c'est pourquoi nous en appelons à la cohésion des différentes politiques publiques à mettre en place sur cette question. Nous devons tous aller dans le même sens. État/collectivité territoriale/epci ayant la compétence transport.

Nous ne pouvons accepter aujourd'hui la décision de l'Etat d'augmenter la tva dans les transports et Nous prônons pour notre part une baisse de celle-ci à 5% car le transport est un service de première nécessité.

l'urgence des besoins de financement des transports en commun rend totalement inapproprié le report de l'application de l'écotaxe poids lourds.

Enfin la question du rezonage du Versement Transport reste pour nous un sujet. Car Nous nous devons d'aboutir à la mise en place du Pass navigo unique.

Si Nous avons besoin de dégager des moyens nous nous devons également sur les questions de transports et de mobilité être innovants.

C'est en ce sens que mon groupe présentera un peu plus tard un amendement pour développer dans les zones rurales des PNR l'usage du TAD, évidemment à motorisation non diesel. Car dans la foulée du rapport NVU récemment voté, et en complément de la proposition d'amendement du groupe PS qui souhaite développer les bornes électriques sur le territoire régionale, je suis convaincue que c'est à travers un élargissement du panel d'offre de transport alternatif à la voiture particulière que l'on pourra relever le défi de la mobilité en île de France ; Un panel d'offre de transport qui propose pour chaque type de mobilité, le mode le plus adapté (des modes actifs, en passant par les TC, jusqu'à l'autopartage). avec une vraie problématique centrée sur les territoire ruraux que nous connaissons bien.

Le changement de mentalité dans les pratiques de mobilité est long à se faire dit-on, or les signaux sont là, L'EGT 2010 confirme que la tendance est à la baisse de l'usage de la voiture particulière en Ile-de-France et à l'accroissement de la demande en TC (+21% entre 2001 et 2010).

Les franciliens sont prêts, ils demandent massivement une autre mobilité, à nous de leur offrir.

Non pas en les dupant, par des postures électoralistes laissant croire qu'il suffit d'un claquement de doigt pour développer des réseaux structurants lourds et que ces investissements ne sont pas onéreux , ni en opposant tarification et amélioration de l'offre.

Mais au contraire en continuant ces efforts, en affichant des crédits encore en hausse en 2014 malgré les contraintes budgétaires, et en exigeant de l'Etat plus de recettes, quitte à assumer pleinement le principe du pollueur - payeur !

Pour toutes ces raisons, nous soutiendrons ce budget 2014 et présenteront des amendements pour que l'année prochaine encore, nous puissions franchir de nouvelle étape en matière de mobilité durable.

Je vous remercie.